

**Bientôt un nouveau gouvernement :
La justice fiscale doit être au rendez-vous !**

Depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron au pouvoir, les choix budgétaires ont toujours été les mêmes : ceux des baisses des prélèvements obligatoires favorisant les plus fortunés et les grandes entreprises. Cette politique était soit-disant essentielle pour favoriser la compétitivité, la croissance et les emplois. Or le bilan est tout autre. Ces choix budgétaires n'ont fait, année après année, que dégrader les comptes publics et vider les caisses de l'État : 62 milliards de recettes en moins selon la Cour des Comptes. Sans oublier qu'ils ont aussi dégradé encore plus les services publics déjà mis à mal par les politiques libérales depuis des décennies et ainsi développé les inégalités et les injustices.

Pour Solidaires Finances Publiques la fiscalité est un outil essentiel pour la répartition des richesses et donc pour la justice sociale et la justice environnementale. Pour cela, le nouveau gouvernement doit rompre avec les politiques menées depuis des décennies et, en lieu et place d'une réduction drastique des dépenses publiques, il doit s'atteler à trouver des recettes.

Pour cela, Solidaires Finances Publiques a des pistes :

- Un impôt sur le revenu plus progressif
- Taxer les plus hauts patrimoines. En 2022, le montant total du patrimoine total en France s'élevait à 15 000 milliards d'euros. Les 1 % des plus riches en détenaient un quart à lui seul, soit 3 750 milliards. Si une taxe pérenne de 1 % était mise en place sur les plus hauts patrimoine cela rapporterait 37,5 milliards.
- La suppression du prélèvement forfaitaire unique (PFU)
- La fin des baisses d'impôts de production qui depuis 2021 a fait perdre 14 milliards d'euros à l'État.
- La mise en place d'un impôt sur les sociétés (IS) progressif avec un taux normal de 30 % porté à 40 % sur la part des bénéfices distribués
- La mise en place d'un taux spécifique pérenne imposant de 20 à 40 % la part des bénéfices excédant 110 % de la moyenne des bénéfices des trois années précédentes
- La prise en compte de la valeur ajoutée pour servir de base à la part patronale des cotisations sociales
- La suppression du Crédit Impôt recherche ou tout au moins son plafonnement dans un premier temps
- Le conditionnement des aides publiques à des objectifs de qualité des emplois et de transition écologique
- Un audit sur les niches fiscales...

Pour Solidaires Finances Publiques, il est urgent que la justice fiscale, sociale et environnementale soit réellement au coeur des choix politiques !